

20/07/10

Communiqué de presse

LE COPA-COGECA EXHORTE LA COMMISSION EUROPEENNE A GARANTIR UNE PAC SOLIDE

Le Copa-Cogeca a invité aujourd'hui la Commission à garantir pour l'avenir une PAC forte afin d'aider les agriculteurs à faire face à une réglementation européenne de plus en plus coûteuse ainsi qu'à la volatilité des prix et de renforcer leur rôle économique consistant à fournir des denrées alimentaires et des services à 500 millions de consommateurs européens.

Padraig Walshe, Président du Copa, est intervenu lors de la Conférence organisée par la Commission européenne concernant l'avenir de la PAC pour mettre en lumière les incohérences des politiques communautaires : « Tout en rendant la PAC plus « verte » et en imposant un nombre croissant de réglementations en matière de protection de l'environnement et de sûreté des aliments aux activités des agriculteurs européens, la Commission entreprend des négociations commerciales avec les pays du Mercosur, lesquels ne sont pas tenus de respecter ces normes élevées. Et pourtant, cela aurait pour conséquence une déforestation accrue dans ces pays ainsi qu'une augmentation du chômage dans les zones rurales de l'UE ».

« Les agriculteurs se trouvent déjà dans une situation critique, leurs revenus ayant chuté de 12% l'année dernière. Les perspectives d'avenir ne sont pas très encourageantes. La volatilité des prix est en hausse. L'UE a offert une baisse de 60% en moyenne des droits de douane sur les produits agricoles dans le cadre du cycle de négociations de Doha consacré à la libéralisation du commerce mondial. Actuellement, la Commission s'apprête à offrir un accès préférentiel encore plus important à notre plus grand concurrent, le Brésil, dans le cadre des négociations de libéralisation des échanges commerciaux avec le Mercosur. Les accélérateurs de croissance et certains produits phytosanitaires, qui sont interdits dans l'UE, y sont pourtant utilisés », a-t-il ajouté.

« Pire encore, nous entendons certaines personnes proposer d'exercer une pression encore plus forte à l'avenir sur les agriculteurs européens en leur imposant de nouvelles réglementations et obligations coûteuses et en réduisant toujours plus les aides de la PAC. Cela est absurde. Si ces aides venaient à être réduites, l'agriculture de l'UE deviendrait encore plus intensive », a indiqué le Président Walshe en guise de conclusion.

Paolo Bruni, Président de la Cogeca, a mis en garde : « Nous ne pouvons tout simplement pas mettre en péril les 28 millions d'emplois que fournissent actuellement l'agriculture et le secteur agroalimentaire dans les zones rurales. Si la production n'était pas économiquement viable, de nombreuses régions européennes seraient confrontées à un abandon des terres. Cela pourrait réduire à néant les investissements considérables réalisés par les agriculteurs et leurs coopératives dans le secteur ».

« Nous invitons donc la Commission européenne à garantir de toute urgence une PAC forte, qui améliore la position compétitive des agriculteurs et renforce leur rôle économique consistant à fournir des denrées alimentaires et des services à 500 millions de consommateurs européens. Le budget européen consacré à l'agriculture et les paiements directs destinés aux agriculteurs doivent à tout le moins être maintenus pour préserver la compétitivité du secteur agricole de l'UE et le dynamisme des zones rurales », a ajouté M. Bruni.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Shelby Matthews

Chief Policy Advisor

Tél.: +32 2 287 27 36

Shelby.matthews@copa-cogeca.eu

Amanda Cheesley

Press Officer

Tél. portable: + 32 474 840 836

amanda.cheesley@copa-cogeca.eu

CDP(10)5377:1
